Le nickel en toile de fond de la crise calédonienne

**La Nouvelle-Calédonie est le théâtre, depuis le 13 mai, d’un soulèvement violent des indépendantistes kanaks, qui s’insurgent contre une réforme constitutionnelle. A la crise politique s’ajoute la crise sociale du nickel. Depuis plusieurs mois, la France œuvre pour sauver la filière, au bord de la faillite, après le départ d’acteurs financiers de premier plan.**

La Nouvelle-Calédonie dispose de ressources en nickel importantes (entre 20 et 30% des réserves mondiales), exploitées par trois groupes miniers : la **Société Le Nickel**(**SLN**) opérée par **Eramet**, **Prony Resources** et **Koniambo Nickel Solutions**(**KNS**). L’usine métallurgique de **KNS**, située dans le nord du territoire, contrôlé par les indépendantistes, a été mise en sommeil au mois de mars à la suite du départ de **Glencore**. La **SLN**a, elle, enregistré une baisse de moitié de ses ventes au premier trimestre, tandis que **Prony Resources** est à la recherche d’un partenaire financier depuis le départ de **Trafigura**.

Les difficultés de la filière ont été accentuées par l’excédent de capacité créé par l’Indonésie, qui a précipité la chute des cours de 45% en 2023. L'Indonésie est aujourd’hui responsable de 52% de l’offre mondiale, contre 25% en 2018. Elle a produit 1,8 million de tonnes en 2023, ceci comparé à 230.000 tonnes pour la Nouvelle-Calédonie.

Le nickel est utilisé dans les technologies de la transition énergétique, il revêt de fait un caractère stratégique. D’où l’importance pour la France, dans un contexte de sécurisation des approvisionnements, de maintenir la filière. A cet effet, le gouvernement français a proposé en novembre 2023 un Pacte nickel, dont il attend toujours la signature des intéressés. La France se refuse à endosser seule la charge du financement. Elle va accorder une aide de 220 millions d’euros mais veut que les provinces calédoniennes prennent à leur charge un tiers de celle-ci, soit 66,7 millions d’euros. Les indépendantistes considèrent que la France tente, par le biais du Pacte nickel, de se réapproprier les richesses de l’archipel alors que ces derniers veulent s’appuyer sur le nickel pour atteindre la souveraineté.

La filière est primordiale pour le caillou, elle emploie une personne sur quatre. Les sites miniers subissent de fait des blocages de la part des indépendantistes. Les productions sont mises à l’arrêt  pour raison de sécurité. à l’instar de celle de la **SLN**, fortement ralentie. « *Nos opérations minières ont été suspendues, tout comme la plupart des mines néo-calédoniennes*», a précisé **Eramet**, dans un communiqué.

Le Métal du Diable a bondi à un sommet plus observé depuis août 2023 sur le LME, lundi 20 mai, à 21.750 $/t, sous l’impulsion des émeutes en Nouvelle-Calédonie et des achats spéculatifs. Selon l’Agence internationale de l’énergie (AIE), 25 mines seraient menacées de fermeture si la faiblesse des cours perdurait.